

## **Climat : « Croire que c'est l'individu qui doit porter la responsabilité morale de l'effort est une illusion »**

**RAPPORT DU GIEC** 5 avril 2022 par Barnabé Binctin

---

**Peu abordé dans les débats qui agitent la campagne présidentielle, le changement climatique sera pourtant au centre de nos vies dans les prochaines années. Entretien avec la géographe Magali Reghezza-Zitt.**

Le timing aurait pu être idéal : c'est ce lundi 4 avril, à six jours du premier tour de l'élection présidentielle, que le Giec publie l'ultime volet de son dernier rapport, nous rappelant ainsi l'ampleur des défis posés par le changement climatique. Seulement voilà, c'est peu dire que le sujet n'est pas à l'agenda de cette campagne, comme l'ont plusieurs fois souligné les ONG écologistes (la coalition de l'Affaire du Siècle estime ainsi à 5 % le temps de débat consacré aux enjeux climatiques, ndlr). En février dernier, 1400 scientifiques interpellaient dans une tribune les responsables politiques, les appelant à « *s'emparer de ces sujets décisifs pour notre avenir* ». Entretien avec l'une des signataires, par ailleurs membre du Haut Conseil pour le Climat : la géographe Magali Reghezza-Zitt.

***Basta!* : Le dernier volet du 6<sup>e</sup> rapport du groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) est sorti hier, lundi 4 avril. Que faut-il attendre de ce travail ?**

**Magali Reghezza-Zitt** : La première vertu de ce rapport, c'est de poser clairement des certitudes sur la réalité de la crise climatique actuelle. Celle, par exemple, de l'origine humaine du changement : dans le premier volet du rapport, le Giec conclut que le climat varie aujourd'hui dans des amplitudes qui ne sont pas imputables à des causes naturelles. Les effets du changement climatique sont généralisés et se produisent à un rythme qui n'a jamais été atteint dans l'histoire de l'humanité. On le constate à des indicateurs tels que la remontée du niveau marin, ou la température du sol qui connaît des augmentations très rapides sur les quatre dernières décennies – on sait que depuis au moins 100 000 ans, la Terre n'avait jamais été aussi chaude. Le climat a déjà changé – +1,1°C depuis le début de l'ère industrielle – et cela va produire des conséquences importantes, qui étaient l'objet du travail du groupe 2 (qui produit le deuxième volet,

ndlr).

En l'occurrence, au-dessus de 1,5°C de réchauffement, la science peut désormais démontrer qu'une partie des écosystèmes, comme les coraux, seront poussés aux limites de leur capacité d'adaptation. L'alerte vaut aussi pour les sociétés humaines, dont les capacités d'adaptation vont être de plus en plus compromises. La biosphère et le climat interagissent, or l'humanité a besoin de la biodiversité pour vivre, que ce soit pour l'agriculture, la capacité à rafraîchir, à polliniser, pour les stocks de poisson, etc. Il y a des effets d'amplification qui font que le climat, en se réchauffant, crée des impacts majeurs sur la destruction des écosystèmes, et génère ainsi des risques directs pour les populations – on sait par exemple que sans une adaptation rapide et structurelle, des filières productives entières ne se relèveront pas, avec des risques de pénurie.



Magali Reghezza-Zitt est géographe, spécialiste des questions de prévention et d'adaptation aux risques. Codirectrice du Centre de formation sur l'environnement et la société de l'ENS, elle est depuis 2019 l'une des treize membres du Haut Conseil pour le climat.

Au-delà de 2°C, on craint l'impact sur les organismes humains. L'ampleur serait telle qu'on peut atteindre des seuils mortels. S'ajoutent des coûts massifs, potentiellement insoutenables, lors des épisodes extrêmes comme les sécheresses, les canicules, les inondations, ou à cause de processus plus lents, tels que la fonte du pergélisol ou la remontée du niveau marin. Sans une action immédiate, les trajectoires d'exposition conduisent d'ici à 2100, à ce que 50 à 75 % de la population mondiale soit exposée à des risques létaux. Et dès à présent, on estime qu'entre 3 et 3,5 milliards de personne – soit la moitié

**On ne fera aucune transition si on ne protège pas la biodiversité, mais on ne réussira pas plus si on ne lutte pas contre les inégalités.**

de l'humanité – vit dans des situations de vulnérabilité très importante face au risque climatique.

### **Ne le savait-on pas déjà, au fond ?**

Ces éléments sont importants car l'argument de l'inaction, qui consiste à dire « on ne peut pas décider parce que c'est incertain », ne peut plus tenir. On sait à présent parfaitement ce qu'il va se passer en fonction de ce qu'on décide, ou pas, de faire. Le rapport insiste aussi sur une dimension nouvelle, celle des inégalités. Il y a des points de bascule qui sont sociaux : parce que certains groupes humains sont exclus, marginalisés et privés d'accès à des ressources vitales et à des services essentiels – l'éducation, la technologie, la liberté d'expression – leur capacité d'adaptation s'en trouve d'autant plus fragilisée.

C'est un message très fort : si on veut réduire le changement climatique et s'y adapter, il faut inclure toutes les dimensions sociales. On ne fera aucune transition si on ne protège pas la biodiversité, mais on ne réussira pas plus si on ne lutte pas contre les inégalités. Inversement, le Giec démontre à partir des travaux scientifiques que le développement humain, le progrès et le bien-être ne peuvent pas être atteints dans un contexte de changement climatique. Et l'autre grande vertu de ce rapport, c'est de démontrer qu'on a les moyens d'agir face à tout ça. Loin d'avoir une posture catastrophiste, et *a fortiori* anti-humaniste, le Giec nous dit qu'on peut s'en sortir, sous conditions.

### **Lesquelles ?**

La littérature scientifique nous dit qu'on est capable, encore aujourd'hui, de stopper le changement climatique, à condition de limiter de manière drastique nos émissions de gaz à effet de serre. Il faut pour cela atteindre le zéro émission nette d'ici 2050. Si on y parvient, et on a les moyens pour cela, on arriverait à bloquer le réchauffement en-dessous des 2°C – et ça, c'est quelque chose dont on n'était pas encore tout à fait sûr ! Or on connaît les leviers d'action, et c'est tout l'objet de ce 3<sup>e</sup> volet, qui se concentre sur « l'atténuation » et toutes les pistes pour réduire les émissions de carbone, mais aussi de méthane. Il faut insister là-dessus : nous pouvons éviter la catastrophe. On peut agir pour limiter le réchauffement puis inverser la tendance, et on peut agir pour faire face aux impacts inéluctables du réchauffement en cours. Au fond, le Giec délivre un message optimiste et positif.

### **On a quand même un peu de mal à le percevoir comme tel...**

Je prends souvent la comparaison avec le tabac : mettez-vous à la place des personnes qui ont se sont mises à fumer pendant les années 1950-1960, sans savoir que c'était dangereux. Comme pour le climat, il y a eu des coalitions d'intérêt qui ont caché la vérité et retardé l'action. Un jour, votre médecin vous dit : « Tu as fumé pendant x années, tu as donc de très fortes chances d'avoir un cancer des poumons à la fin de ta vie ». Effectivement, au début, ça crée de la panique et ça peut conduire à se dire qu'on n'a plus rien à perdre, qu'on n'a aucun intérêt à changer.

Mais le rôle du médecin, c'est aussi de préciser ensuite : « Si tu t'arrêtes tout de suite, non seulement ton risque va diminuer fortement, mais ta qualité de vie va globalement s'améliorer et ce, dès maintenant. Et pour t'aider à arrêter, on va t'accompagner, parce qu'on sait qu'il faut que tu changes individuellement, que ça va être très difficile, mais que tu ne pourras pas y arriver tout seul. On sait aussi que tu vas être soumis en permanence à de la tentation, donc on va aussi agir sur les publicités, le prix du paquet, les espaces non-fumeurs et le tabagisme passif, les cigarettiers, etc ».

La volonté individuelle et les changements de comportement ne suffisent pas, même s'ils sont indispensables, la technique non plus. On a développé des alternatives – avec la cigarette électronique, ou le patch – qui servent à atténuer la transition, mais qui ne la remplacent pas. C'est pareil pour le climat. Et on ne sait toujours pas guérir les maladies liées au tabagisme, *a fortiori* les empêcher, idem pour le climat. C'est tout un système qu'il faut changer. On doit jouer sur tous les leviers sociaux, technologiques, comportementaux et aussi économiques.

**Comme pour la cigarette, on peut décider de continuer à fumer. Mais on ne peut plus dire qu'on ne savait pas.**

Les scientifiques du Giec ont le même rôle que le médecin : le Giec ne produit pas de travail de recherches mais propose au patient (en l'occurrence les gouvernements) une expertise qui s'appuie sur un ensemble de résultats de recherche, pour expliquer ce qu'il se passe et évaluer la pertinence des solutions existantes. Pour rappel, le Giec, ce sont des centaines de scientifiques qui font une revue de littérature, c'est-à-dire qu'ils analysent des milliers d'articles scientifiques validés par les pairs. Le Giec pose donc un diagnostic, qui est nécessaire car sinon, on n'agit pas. Et il fait émerger les choix thérapeutiques, curatifs, palliatifs ou préventifs, possibles face à ça, en fonction de ce que la littérature scientifique dit. Le Giec n'impose pas : comme pour la cigarette, on peut décider de continuer à fumer. Mais on ne peut plus dire qu'on ne savait pas, nier les conséquences ou affirmer que les solutions n'existent pas.

**Sauf que pour le coup, les responsables politiques n'ont pas l'air de vouloir véritablement nous accompagner dans le changement face au réchauffement climatique.**

Je ne peux pas parler au nom des responsables politiques, mais il est clair que le niveau de sensibilisation des élus de la République est aujourd'hui bien plus faible que dans le reste de la société. Il y a peut-être une dimension un peu générationnelle, mais pas seulement. Je ne sais pas si c'est tant la responsabilité des politiques, car il y a des effets de structures très puissants, derrière. La campagne présidentielle a toujours tendance à faire porter sur un individu le poids de tout ce qu'il se passe dans un pays, ce qui est bien évidemment très caricatural. Ces enjeux-là se jouent aussi bien chez les décideurs publics que privés, au plus haut sommet de l'État comme dans les administrations, et plus largement, à tous les niveaux de la société – en tout état de cause, il y a de nombreuses parties prenantes.

**Au début de l'année, vous avez été l'une des principales signataires d'une tribune qui constatait « avec inquiétude l'absence de débat démocratique dans la campagne présidentielle » sur les enjeux climatiques. Vous y pointiez notamment du doigt le rôle des médias.**

Les médias font partie de cet effet de structure global. Regardez le temps médiatique qu'on consacre à ces sujets... Aujourd'hui, les journalistes considèrent normal d'interroger les candidats sur la réforme des retraites ou de l'Éducation nationale, mais continuent de rechigner à parler du climat. Mais les journalistes qui devraient le plus parler de changement climatique, ce sont les journalistes politiques ! Parce que c'est d'abord un problème politique, au sens d'un choix de société. On a besoin de journalistes beaucoup plus pugnaces sur ces questions, qui intégreraient la dimension transversale du climat comme ils peuvent le faire avec les sujets géopolitiques ou financiers.

Prenez les chiffrages économiques des programmes, c'est une question qui revient en permanence : il faudrait faire la même chose sur le climat ! Telle proposition permet-elle de former les x milliers d'emploi dont on va avoir besoin pour la transition, et à quel coût ? Comment la réforme des retraites va-t-elle intégrer tous les impacts sanitaires et démographiques du changement climatique ? Comment va-t-on dès lors financer l'assurance-maladie ? Ce sont ces questions-là que l'on doit aujourd'hui poser aux candidats, plutôt que de parler sans cesse d'immigration ou d'entrecôte...

**La question de la transition devrait être accolée à chaque ministère, cela touche à toutes les composantes du bien-être individuel et collectif.**

**« La technicité et la complexité des sujets, l'affirmation de leur caractère anxiogène [...] sont souvent avancées pour justifier ce silence » écriviez-vous dans cette même tribune : vous ne croyez pas à ces arguments ?**

Parce que parler de la dette publique, ce n'est pas anxiogène, peut-être ? Et l'état de l'hôpital français, la fin de vie dans les Ehpad, le chômage ? Et puis le terrorisme ? Le problème du climat, c'est la manière dont on le présente. Il faut arrêter de le considérer comme un sujet « écolo ». Ce que démontre le Giec, c'est que les conséquences du changement climatique sont justement économiques, sociales, et politiques.

Aujourd'hui, lorsqu'on parle d'écologie et de changement climatique, c'est un problème au même titre que le vieillissement de la population en Europe, les inégalités homme-femme, ou la fluctuation du cours du blé à Chicago. Ce sont des sujets systémiques et totalement transversaux. Comme la crise du covid : elle a été traitée aussi bien au ministère de la Santé qu'à Bercy, la plupart des ministères ont été mobilisés, parce que cela sollicitait évidemment plusieurs leviers, et là, étrangement, cela semblait évident pour tout le monde... De même, la question de la transition devrait donc être accolée à chaque ministère, puisque cela touche à toutes les composantes du bien-être individuel et collectif, de ce qui fait société et constitue notre pacte social.

**Il y a une bataille sémantique à mener, pour reformuler le problème du changement climatique ?**

Absolument. Moi, typiquement, je ne parle jamais de questions « écologiques » : je parle soit d'environnement, pour désigner les problèmes relatifs à la biosphère par exemple, soit de la dimension climatique des politiques publiques ou privées. Le souci avec l'écologie, c'est d'une part cet invariant de la représentation de l'écologie et de l'écologiste, qui reste très caricaturale. En France, on a encore beaucoup l'image de l'écolo comme du gars du Larzac, qui élève ses chèvres et mange des légumes, avec désormais une version supplémentaire plus contemporaine, autour du « bobo » déconnecté du réel sur sa bicyclette. Cela a conduit à dépolitiser ces questions-là pour en faire un sujet très consensuel. Oui, on est généralement tous d'accord pour sauver la planète... Mais une fois qu'on a dit ça, on n'a rien dit !

**Cela n'a aucun sens de demander à l'infirmière en zone rurale, qui fait des dizaines de kilomètres chaque jour pour s'occuper de personnes âgées, de faire de la sobriété.**

Il y a une grande différence entre la conscience du risque ou la volonté d'agir, et les trajectoires pour y arriver. Et à ce sujet, il reste selon moi deux illusions très fortes : la première, c'est cette idée que la technique va nous sauver. On est dans un pays où la culture de l'ingénieur reste très forte et structure la formation des « élites », et cela se

ressent dans nos stratégies de prospective, qui mettent beaucoup l'accent sur l'innovation technologique. On a tendance à oublier que la technique n'est qu'un adjuvant.

La cigarette électronique ou le patch, ça aide à arrêter de fumer, mais ça ne remplace ni la décision individuelle ni les structures autour qui vont réellement permettre d'arrêter...

En matière de climat, le Giec dit que la solution technique isolée a souvent pour mauvais effet de retarder les transformations structurelles, voire de conduire à de la « mal-adaptation », c'est-à-dire une solution qui paraît positive au départ mais qui en réalité, après coup, s'avère encore pire, ou inapproprié. Exemple classique : les méga bassines. On propose d'en mettre pour retenir l'eau, et elles sont effectivement indispensables à certains endroits quand l'agriculture n'a pas le temps de se transformer suffisamment vite pour faire face aux conséquences du changement climatique.

Mais on se rend compte que cette bassine pose aussi d'immenses problèmes sur le cycle de l'eau, sur la biodiversité, en termes d'émissions, etc... ça ne peut être qu'une solution transitoire pour atténuer le coût de la transition, pas l'alpha et l'omega de nos politiques agricoles. C'est d'ailleurs ce que dit la Stratégie nationale bas-carbone, dans son ensemble : il y a une partie de nos efforts qui doit reposer sur la technique, pour gagner en efficacité et protéger, mais cette partie-là ne peut pas l'emporter sur ce qu'on appelle la sobriété – qui est lui aussi un terme très largement caricaturé, aujourd'hui... Les innovations technologiques sont une condition *sine qua non* de l'adaptation et de l'atténuation, mais elles ne peuvent pas se substituer aux transformations plus profondes. C'est comme les bambous traçants dans un jardin : le problème, ce sont ses racines qui repoussent tout le temps, il ne suffit pas de les couper, il faut les arracher ! Et pour ça, il faut creuser profondément, ça prend du temps...

### **Et la deuxième illusion ?**

C'est croire que tout doit reposer sur le changement de comportement des individus.

Au-delà de la politique du « petit geste », croire que c'est l'individu qui doit porter la responsabilité morale de l'échec, ou de l'effort. On ne peut pas demander à tout le monde le même effort : ça n'a aucun sens de demander à l'infirmière en zone rurale qui fait des dizaines de kilomètres chaque jour pour s'occuper de personnes âgées, l'impression de la sobriété pendant qu'à côté de ça, des urbains continuent de prendre leurs gros SUV en ville là où il y a des possibilités de transports en commun, de vélos, de marche...

**La crise ukrainienne nous rappelle au moins une chose : plus on tarde, plus il faut gérer les héritages et plus l'impréparation se paie au prix fort.**



C'est d'ailleurs pour ça que la crise ukrainienne me met très mal à l'aise, avec cette injonction individuelle à couper le chauffage. Bien sûr, on comprend l'idée de solidarité avec le peuple ukrainien. Mais dire qu'on doit couper le chauffage l'hiver, c'est occulter toute la réalité de la précarité énergétique, et le fait que déjà aujourd'hui, le renchérissement des matières fossiles pèse sur les plus pauvres. Or on ne s'est jamais attaqué aux causes structurelles de cette vulnérabilité, parce qu'on n'a pas assez travaillé sur le mal-logement, les logements insalubres, la précarité énergétique – d'hiver comme dorénavant d'été, également – en intégrant le climat qui change. Il ne fallait pas être grand-clerc pour se rendre compte qu'en achetant des hydrocarbures à la Russie, on dépendait de la volonté d'un régime politique qui n'est pas un parangon de démocratie...

Mais là encore, il y a toujours une espère de caricature du débat en France : on nous explique d'un coup que si on ne coupe pas le chauffage, on deviendrait, nous individus, complices de Poutine et de ses atrocités. Alors qu'on sait très bien que le premier rapport du Giec sur la crise climatique et la nécessité de sortir des fossiles, c'était... il y a 32 ans. La crise ukrainienne, comme la crise Covid, nous rappellent au moins une chose. Plus on tarde, plus il faut gérer les héritages et plus l'impréparation se paie au prix fort, d'abord par les plus fragiles, mais à la fin, par tous et toutes.

Propos recueillis par Barnabé Binctin

Dessin : [Rodho](#) 